



N° 4 - juin 2012

Panorama au 1^{er} juin 2012

Éditorial

Depuis avril 2012, les inquiétudes liées au climat s'apaisent

Depuis avril 2012, les inquiétudes liées au climat se sont apaisées avec l'arrivée des pluies. En mai, globalement sur l'ensemble du territoire, la température moyenne dépasse la normale saisonnière de 1,3° C et la pluviométrie moyenne de 19 %. Les précipitations d'avril et de mai ont été particulièrement bienvenues pour rattraper le déficit de fin mars, critique en Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. En mai, les précipitations cumulées depuis le 1^{er} mars 2012 sont en moyenne excédentaires de 12 %, particulièrement en Corse et dans la région Ouest (*Infos rapides Climatologie, juin 2012*).

Sous ce climat favorable notamment pour la pousse d'herbe (*Infos rapides Prairies, juin 2012*), le début du deuxième trimestre ouvre pour les grandes cultures une période de transition, dans l'attente des prochaines récoltes. Il pèse en effet encore quelques incertitudes en Amérique du Sud. Pour les céréales, le recul des prix à la production par rapport à 2011 s'accroît en avril, sauf pour l'orge dont les prix se redressent au contraire au-dessus du niveau d'avril 2011. Il en est de même pour le colza dont les cours profitent de la tension du bilan européen, dans un contexte mondial de hausse du prix du soja. Celui-ci aug-

mente après la révision à la baisse de la récolte en Argentine et au Brésil, et malgré des semis plus importants aux États-Unis. Selon le Comité international des céréales au 24 mai, les perspectives de récolte de blé se sont dégradées par rapport aux prévisions d'avril alors qu'au contraire, pour le maïs, les conditions de végétation sont favorables aux États-Unis, prometteuses d'une grosse récolte et de la possible reconstitution des stocks. Pour autant, les prix à la production français dépassent de beaucoup les prix moyens des années 2006 à 2011, de 26 % pour les céréales et de 34 % pour le colza.

Malgré ce haut niveau des prix à la production, les livraisons d'azote des huit premiers mois de la campagne culturale 2011/2012, se rétractent fortement : les engrais ont renchéri, diminuant le rapport *prix des céréales/coût des engrais*. Les agriculteurs disposeraient d'autre part des stocks inutilisés au cours de la campagne 2010/2011, du fait de la sécheresse printanière. Entre 1990 et 2012, les fluctuations conjoncturelles, volatilité des prix et aléas climatiques, ont agi sur les livraisons d'engrais au-delà des tendances observées sur longue période. Depuis la fin des années 90, ces tendances sont à la stabilité pour

les livraisons d'azote par surface fertilisable, en lien avec l'évolution de l'assolement, et à un très net recul pour les livraisons de phosphates et potasse. Elles s'inscrivent dans la continuité d'une modération des pratiques de fertilisation, amorcée à la fin des années 80 pour maîtriser les effets de l'intensification agricole entre 1960 et 1980 (*Campagne culturale 2011/2012 : recul des livraisons d'engrais malgré des prix agricoles favorables, Moyens de production n° 2012/180, juin 2012*).

Concernant la campagne à venir des céréales et oléagineux et selon les prévisions du Service de la statistique et de la prospective au 1^{er} juin 2012, les rendements attendus sont meilleurs qu'en 2011 pour l'orge semée en hiver, mais inférieurs pour le colza. Pour autant, par rapport à la production moyenne 2007-2011, la production d'orge d'hiver lui serait très inférieure, de quasiment 30 %, contrairement à celle du colza d'hiver. Ce recul résulte du net repli des surfaces à cause du retournement des sols lié au gel et à l'emblavement en autres cultures, notamment en orge de printemps qui occuperait une surface record. Celle-ci devrait bénéficier d'une reprise des rendements par rapport à ceux de la campagne précédente très affectés par

la sécheresse. La surface semée en maïs-grain progresserait, tandis que la surface de maïs fourrage se stabiliserait. Au contraire, la sole de blé tendre touchée par le gel reculerait par rapport à 2011 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juin 2012*).

Sur les huit premiers mois de la campagne 2011/2012, les cours sucriers mondiaux sont plus bas que ceux de la campagne 2010/2011 dans laquelle ils avaient atteint un niveau record faute de stocks suffisants. La détente actuelle du marché mondial résulte du bilan excédentaire attendu pour la campagne 2011/2012, après deux campagnes en déficit et une campagne 2010/2011 à l'équilibre. Dans l'Union européenne, la production de betterave à sucre est nettement plus forte qu'au cours des campagnes précédentes, grâce à des rendements exceptionnels. La France, qui présente la croissance de l'UE la moins marquée, n'en demeure pas moins le premier producteur européen assurant avec l'Allemagne 40 % de la production européenne. De janvier à avril 2012, le prix du sucre de betterave du quota destiné à la consommation communautaire – établi dans le cadre de l'organisation commune du marché européen du sucre – continue d'augmenter comme en 2011, de même que celui du sucre hors quota, destiné aux utilisations industrielles et à l'exportation. Mais pour celui-ci, la hausse est moins soutenue et a démarré plus tôt, à partir de la seconde moitié de l'année 2008 en relation avec les cours mondiaux. (*Hausse de la production française de sucre sur fond de prix communautaires élevés, Betterave n° 2012/178, juin 2012*).

La commercialisation des fruits et légumes d'été commence au printemps avec des prix à la production élevés tant pour les fruits que pour les légumes : ils dépassent respectivement de 15 % et 20 % ceux de mai 2011, au-dessus du niveau moyen atteint entre 2007 et 2011. Pour les fruits, la cerise est vendue à des prix supérieurs de 40 % à ceux de 2011 à cause d'une production nettement pénalisée par les intempéries notamment en Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur (*Infos*

rapides Cerise, mai 2012). Pour la fraise, la hausse des prix sur un an est moins marquée en mai qu'en avril, en raison de la mise en marché d'un volume plus important de fraises rondes (*Infos rapides Fraise, mai 2012*). Contrairement à la cerise et à la pêche-nectarine (*Infos rapides Pêche, mai 2012*), les prévisions de récolte sont optimistes pour l'abricot (*Infos rapides Abricot, mai 2012*), mais la prudence reste de mise à ce stade précoce de la récolte. En ce qui concerne les fruits d'hiver, le prix de la golden passe en mai au-dessus du prix de mai 2011. La poire d'hiver, quant à elle, termine sa campagne en avril sur des prix nettement inférieurs à ceux des campagnes précédentes. Globalement sur 2011/2012, la commercialisation des fruits à pépins a été difficile. Pour la pomme, ce sont les exportations qui ont soutenu un redressement des prix en toute fin de campagne (*En 2012, marché délicat pour les fruits à pépins, Fruits n° 2012/179, juin 2012*). Fin mars 2012, le déstockage de poires et de pommes se poursuivait à un rythme ralenti (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire, avril 2012*). Pour les légumes, les prix à la production sont élevés sur un marché très favorable en mai pour l'endive (+ 103 % sur un an), les salades (+ 81 %), le poireau (+ 44 %) et la carotte (+ 14 %), contrairement à celui du chou-fleur (- 64 %). Les légumes d'été – concombre, tomate et courgette (*Infos rapides, mai 2012*) – se vendent en mai à des prix autour de 20 % plus chers que ceux de 2011, leur marché s'étant amélioré depuis avril. Seul le melon démarre sa campagne à un prix très bas, inférieur de 36 % au prix moyen 2006-2011.

En ce qui concerne les animaux, la production bovine baisse en avril : les abattages de gros bovins sont inférieurs à ceux de 2011 et, suite à l'arrêt en début d'année des exportations vers les pays tiers, les exportations de bovins vivants élevés depuis septembre 2011 continuent de diminuer en mars 2012. La production porcine recule également mais, alors que la consommation de bovins et de veau recule, celle de porc est stable par rapport à 2011. La production ovine progresse au contraire, tirée par la

proximité des fêtes de Pâques début avril. En avril, la hausse globale des prix des animaux de boucherie est moins forte que les mois précédents, en raison principalement du recul du prix des porcins. Pour autant, ils se maintiennent pour l'ensemble à un niveau élevé par rapport à la période 2006-2011.

Pour les volailles, la baisse des prix sur un an persiste en avril 2012. Les abattages de poulets et de canards sont réduits, à l'inverse de ceux de dindes qui augmentent en volume. Sur l'ensemble du premier trimestre 2012, la production de volailles a été très légèrement plus importante que celle du premier trimestre 2011, de même que la consommation (*Infos rapides Aviculture, juin 2012*).

Quant aux produits animaux, la production d'œufs du premier trimestre 2012 est toujours inférieure à celle du premier trimestre 2011. En mars, la mise en place de poulettes de ponte augmente toutefois fortement. En avril 2012, la hausse du prix à la production de l'œuf amorce une décélération, après l'essor exceptionnel du début d'année, lié à la mise aux normes des cages de ponte. Pour le lait de vache en avril 2012, premier mois de la campagne 2012/2013, la collecte laitière dépasserait légèrement la collecte déjà abondante d'avril 2011. Sur l'ensemble de la campagne 2011/2012, la collecte a été exceptionnelle, la plus forte depuis la fin des années quatre-vingt. Sur le premier trimestre 2012, la demande étrangère, provenant pour les trois quarts de l'UE, tire les fabrications des principaux produits laitiers, fromages exceptés. Parmi les produits de grande consommation, les fabrications de lait conditionnés progressent, grâce à des exportations en hausse de 56 % par rapport au très bas niveau de 2011 (*Infos rapides Lait, mai 2012*).

Sur les quatre premiers mois de 2012, l'excédent agroalimentaire français est plus bas qu'en 2011. La progression de l'excédent en produits transformés ne suffit pas à compenser la forte baisse de celui des produits bruts. En avril 2012, l'excédent agroalimentaire français se réduit par rapport à 2011

pour le deuxième mois consécutif. L'excédent des échanges avec les pays tiers reste stable, tandis que celui avec l'Union européenne baisse légèrement. L'excédent en produits bruts diminue du fait de la baisse des expor-

tations de céréales à paille vers les pays tiers principalement, et aussi de la chute du prix de la pomme de terre. L'excédent en produits transformés augmente au contraire. La croissance des exportations de vins, qui avait mar-

qué un coup d'arrêt en mars, reprend vivement vers la Chine, le Japon, la Suisse et les États-Unis, et aussi vers l'Union européenne (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, juin 2012*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Hausse de la production française de sucre sur fond de prix communautaires élevés <i>Betterave</i>	7	G. Wemelbeke
En 2012, marché délicat pour les fruits à pépins <i>Fruits</i>	11	L. Bernadette
Campagne culturelle 2011/2012 : recul des livraisons d'engrais malgré des prix agricoles favorables <i>Moyens de production</i>	15	L. Lefebvre

Organismes et abréviations	21
-----------------------------------	----

Pour en savoir plus	23
----------------------------	----

Liste des Infos rapides parues

<i>Abricot</i> , n° 2/4, juin 2012	L. Bernadette
<i>Animaux de boucherie</i> , n° 5/11, mai 2012	M.A. Lapuyade, C. Pendariès
<i>Aviculture</i> , n° 6/11, juin 2012	C. Pendariès
<i>Cerise</i> , n° 2/3, juin 2012	L. Bernadette
<i>Chou-fleur</i> , n° 6/6, mai 2012	J. Fressignac
<i>Climatologie</i> , n° 6/12, juin 2012	J. Gabrysiak
<i>Commerce extérieur agroalimentaire</i> , n° 6/12, juin 2012	G. Wemelbeke
<i>Concombre</i> , n° 2/5, mai 2012	J. Fressignac
<i>Courgette</i> , n° 1/4, mai 2012	J. Fressignac
<i>Grandes cultures et fourrages</i> , n° 4/10, juin 2012	A. Renaud
<i>Lait</i> , n° 5/12, mai 2012	S. Cazeneuve
<i>Fraise</i> , n° 2/4, mai 2012	J. Fressignac
<i>Moyens de production</i> , n° 6/10, juin 2012	L. Lefebvre, A. Viguiier
<i>Pêche</i> , n° 2/5, juin 2012	L. Bernadette
<i>Prairies</i> , n° 2/7, juin 2012	L. Grassart
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 6/10, juin 2012	C. Deroin
<i>Stocks pommes poires</i> , n° 8/10, mai 2012	L. Bernadette
<i>Tomate</i> , n° 1/6, mai 2012	J. Fressignac

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans [le Bulletin](#), et les données détaillées dans les [Données en ligne](#) du site Agreste.

[Retour éditorial](#)

Hausse de la production française de sucre sur fond de prix communautaires élevés

Après deux campagnes en déficit et une campagne 2010/2011 à l'équilibre, le bilan mondial en 2011/2012 devrait être excédentaire. Les cours mondiaux du sucre, qui avaient atteint des niveaux records lors de la campagne 2010/2011 faute de stocks suffisants, sont à la baisse sur les huit premiers mois de la campagne. La production européenne de sucre est en forte hausse en 2011/2012, résultat de rendements exceptionnels. La production française suit cette tendance et reste la première de l'Union européenne. Malgré cette bonne production, les prix du sucre du quota sont en très forte hausse, notamment depuis septembre 2011.

Hausse de la production européenne de sucre

Dans l'Union européenne, pour la campagne 2011/2012, les rendements (11,6 t/ha) sont en forte hausse et sont supérieurs de 16 % à la moyenne des cinq campagnes précédentes. Par ailleurs, les surfaces sont en légère hausse par rapport à la campagne 2010/2011 (+ 2,6 %), mais restent inférieures de près de 30 000 hectares à la moyenne des cinq dernières campagnes.

La production européenne de sucre – y compris le sirop de sucre pour la production d'éthanol et pour les industries chimiques et pharmaceutiques – augmente de 20 % pour la campagne

2011/2012. Exprimée en sucre blanc, elle atteint 18,5 millions de tonnes en 2011/2012, contre 15,4 millions en 2010/2011. Toutes les productions européennes, à l'exception de l'Italie et de la Grèce, ont augmenté par rapport à la campagne précédente. Si la croissance de la production française en sucre (+ 16 %) est inférieure à celle de la plupart des autres états membres de l'UE, la France n'en demeure pas moins le premier producteur de sucre devant l'Allemagne et la Pologne.

Forte hausse des prix du sucre sur le marché communautaire

D'abord marqués par une baisse programmée dans le cadre de la réforme de l'Organisation commune de marchés

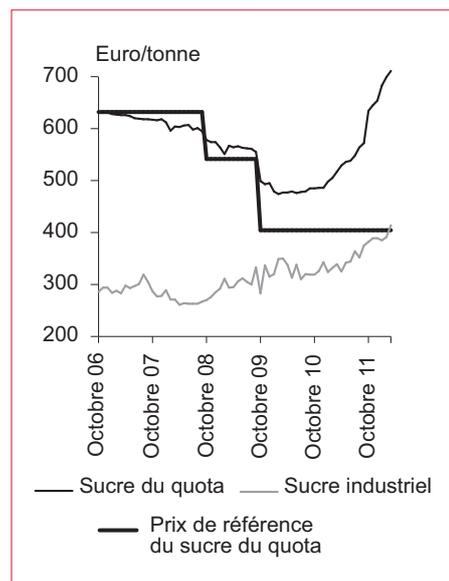
entre 2006 et début 2010, les prix du sucre du quota s'étaient stabilisés tout au long de l'année 2010. En 2011, les prix du sucre du quota sont partis à la hausse, passant de 486 euros/tonne (€/t) en décembre 2010 à 654 €/t en décembre 2011. Cette hausse ne se dément pas sur les trois premiers mois de 2012 (711 €/t en mars 2012). De ce fait, le prix du sucre du quota, qui était passé en dessous du cours mondial (marché à terme de Londres) en octobre 2010, est repassé au-dessus en mars 2011 et le dépasse de plus de 220 €/t en mars 2012.

Ce niveau de prix du sucre, malgré une très bonne campagne de production 2011/2012, est atteint dans un contexte de marchés internationaux plutôt hauts.

Par ailleurs, il est établi à partir des prix pratiqués sur le marché au comptant, faiblement représentatif du marché communautaire dans son ensemble. Il s'explique aussi par la conjugaison de deux facteurs ayant créé des difficultés d'approvisionnement durant les deux dernières campagnes : d'une part un niveau d'importations en provenance des pays ACP/PMA inférieur aux prévisions (cf. encadré sur la réforme sucrière), et d'autre part une progression de la consommation alimentaire. Ainsi, pour répondre à la demande, l'UE a autorisé depuis décembre 2011 la vente sur le marché communautaire de 650 000 tonnes de sucre hors quota et l'importation de 350 000 tonnes de sucre à droit réduit.

Par ailleurs, le prix du sucre hors quota est aussi en hausse (+ 13 % entre décembre 2010 et décembre 2011), mais sur un rythme moins élevé que le sucre du quota. Cependant, les prix du sucre hors quota sont tendanciellement en hausse depuis la seconde moitié de l'année 2008, en relation avec les cours mondiaux, tandis que la hausse des prix du sucre du quota est plus récente.

Hausse des prix sur le marché européen



Source : FranceAgriMer d'après la Commission européenne

Une campagne française 2011/2012 record

En France, les surfaces emblavées en betteraves du quota et hors quota s'étendent en 2011 sur plus de 390 000 hectares, en légère hausse sur un an (+ 2,7 %). Par ailleurs, les rendements de betterave à 16° (97 t/ha) sont en forte hausse par rapport à 2010 (83 t/ha) et sont même supérieurs de près de 10 t/ha à la moyenne des cinq années précédentes. Ainsi, la production de betterave est très importante et dépasse 38 millions de tonnes (+ 17 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années).

Avec une production approchant cinq millions de tonnes (Mt) de sucre de betterave pour la campagne 2011/2012, en hausse de 16 %, la France reste en tête des principaux pays producteurs de sucre de l'Union européenne. Elle totalise avec l'Allemagne 40 % de la production hors quota de l'UE. Si le sucre de betterave du quota reste par définition stable, celui de la betterave hors quota est en forte augmentation (+ 43 %). Ainsi, la production de sucre de betterave hors quota, d'un niveau d'environ 2 Mt en 2011/12, dépasse le précédent pic de la campagne 2009/2010 (près de 1,8 Mt).

La production de sucre hors quota est pour partie vouée à l'exportation contingente sur le marché mondial, pour partie destinée à l'industrie chimique et à la fabrication d'alcool-éthanol. Les exportations de sucre brut et raffiné vers les pays tiers devraient enregistrer une hausse sensible pour la campagne 2011/2012, une partie du contingent d'exportation de 2010/2011 ayant été reportée sur 2011/2012. Ainsi les exportations françaises sur les six premiers mois de la campagne, sont en hausse de 59 % par rapport à la campagne 2010/2011 et dépassent de 54 % la moyenne des cinq dernières campagnes.

Le retour à l'excédent mondial en sucre permet aux cours de se détendre

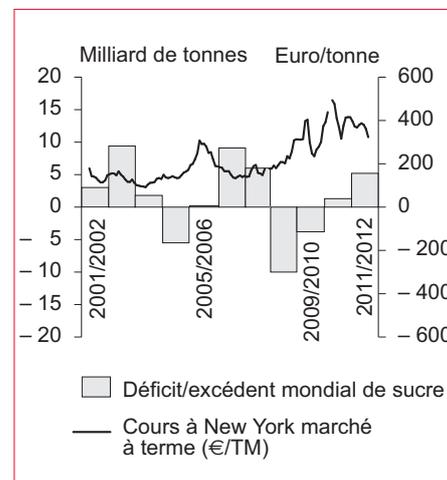
Après deux campagnes en déficit, le bilan mondial de la campagne 2010/2011 marque un retour à l'équilibre entre la consommation et la produc-

tion, d'après l'International sugar organization (Iso). La campagne 2011/2012 devrait présenter un bilan mondial excédentaire de 6,5 Mt. La production mondiale atteindrait le niveau record de 173,8 Mt (+ 5 % par rapport à 2010/2011). En effet, la hausse des productions de l'Inde, de l'UE ou de la Russie fait plus que compenser la baisse de la production brésilienne en sucre, le Brésil étant le premier exportateur mondial. Parallèlement, la consommation mondiale devrait augmenter (+ 2,3 %), mais à un rythme moins soutenu que la production. Cependant, la campagne 2011/2012 renoue avec la croissance, alors que la consommation mondiale en sucre était restée stable durant les deux campagnes précédentes.

Après deux campagnes déficitaires et une campagne 2010/2011 à l'équilibre, les stocks mondiaux de début de campagne sont très bas. Malgré l'excédent attendu en 2011/2012, le niveau des stocks ne devrait pas pouvoir fortement augmenter. Cependant, cela semble suffisant pour faire baisser les cours en début de campagne.

Après un rebond de janvier à mars, la baisse des cours mondiaux entrevue en début de campagne reprend. Ainsi, le cours du sucre brut à New York est passé de 415 €/t à la fin de la campagne 2010/2011 à 323 €/t en mai 2012. Cependant, les cours restent encore largement au-dessus de la situation précédant la campagne 2009/2010.

Le retour à un excédent mondial en sucre en 2011/2012 semble permettre au cours de redescendre



Sources : ISO, FranceAgriMer, La Dépêche

L'organisation commune du marché du sucre et sa réforme de 2006

L'organisation commune des marchés (OCM)

L'organisation du marché du sucre est fondée sur le système des quotas de production (13,3 Mt et 0,7 Mt d'isoglucose répartis entre 20 États membres), un prix minimum de la betterave pour la production de sucre sous quota et une protection douanière très élevée aux frontières. L'ensemble de ces ressources couvre la consommation alimentaire communautaire (16 Mt).

Cette OCM prévoit en outre des mécanismes de régulation spécifiques au marché du sucre :

- le report, qui autorise chaque fabricant à comptabiliser une partie de sa production hors quota comme production sous quota de la campagne suivante ;
- le retrait, qui autorise la Commission européenne à reporter une partie de la production sous quota sur la campagne suivante ;
- les restitutions à la production, accordées en cas d'indisponibilité du sucre excédentaire sur le marché de l'UE au prix du sucre mondial ;
- le pouvoir conféré à la Commission européenne d'adopter toute mesure de gestion temporaire de marché en cas de variation anormale des prix communautaires ou des prix mondiaux, susceptible de générer des difficultés d'approvisionnement du marché européen.

Le marché du sucre bénéficie également d'un système d'intervention et de restitutions à l'exportation :

- stockage privé en deçà du prix de référence (404,40 €/t pour le sucre blanc et 335,20 €/t pour le sucre brut) ;
- restitutions aux exportations mises à zéro dans le secteur du sucre depuis le 1^{er} octobre 2009.

Parallèlement, la profession est soumise à une taxe à la production (12 €/t de quota de sucre et 6 €/t de quota d'isoglucose).

Enfin, le règlement communautaire prévoit l'existence d'accords interprofessionnels encadrant les relations entre fabricants de sucre et planteurs.

La réforme de 2006

L'OCM du sucre a été réformée en 2006. L'organisation qui prévalait alors faisait face à différentes critiques : les pays tiers l'accusaient de concurrence déloyale et de protectionnisme et ont attaqué ce régime à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Pour répondre à ces critiques et à la décision de 2004 de l'organe de règlement des différends de l'OMC, l'UE a pris des mesures visant à réformer l'OCM mise en place en 2001 et à réduire la production sous quota de 6 Mt.

La première est la création d'un prix de référence remplaçant le prix d'intervention qui ouvre une aide au stockage privé lorsque le prix du marché passe en dessous de celui de référence ainsi que le déclenchement du mécanisme d'intervention qui consiste à racheter du sucre du quota à 80 % du prix de référence sous condition de quantité maximale et garantit un prix minimum pour la betterave sous quota, mais pas pour le sucre. Le stockage privé n'a à ce jour jamais été mis en œuvre. Par ailleurs, ces prix sont plus bas que les prix avant la réforme. De plus, les quotas de sucre A (sucre destiné à la vente sur le marché communautaire) et de sucre B (sucre destiné à l'exportation subventionnée aux pays tiers) sont fusionnés. Pour éviter que les prix baissent en dessous des prix de référence, outre le stockage privé et le mécanisme d'intervention, lorsque la production dépasse le quota, il est possible de reporter la vente de cette production à la campagne suivante. Les sucres du quota sont destinés à la consommation communautaire, ceux hors quota aux utilisations industrielles et à l'exportation.

Au niveau des échanges avec les pays tiers, l'UE peut exporter dans le cadre de ses engagements avec l'OMC dans la limite du plafond de 1,37 Mt. Pour les importations, le régime en faveur des pays les moins avancés (PMA) est maintenu et lui sont étendus les prix garantis ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Par ailleurs, afin de remédier à des perturbations du marché, la Commission européenne pourra prendre des mesures d'ouverture ou de restriction des importations, ainsi qu'à l'ouverture à la vente de sucre hors quota au marché communautaire.

Enfin, un fonds de restructuration a été créé pour financer le démantèlement de sucreries entre 2006 et 2008. Abondé par une taxe prélevée sur le sucre et l'isoglucose du quota, ce fonds a conduit la filière à abandonner près de 5,8 Mt de sucre sous quota engendrant la fermeture de près de 73 usines. Depuis, l'UE est passée du statut d'exportateur net au statut d'importateur net. Sa consommation alimentaire est couverte par la production communautaire (82 %) et les importations (18 %).

Prix de référence en €/t	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Sucre blanc	541,5	404,4	404,4	404,4
Sucre brut	448,8	335,2	335,2	335,2
Betterave sous quota	27,83	26,29	26,29	26,29

Sources et définitions

- Service de la Statistique et de la prospective
- FranceAgriMer
- International sugar organization
- La Dépêche/Le Petit Meunier

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Hausse des surfaces en cultures de printemps après les destructions de céréales d'hiver causées par le gel », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 3/12, mai 2012
- « Cours du sucre toujours élevé malgré le retour à l'excédent de la production mondiale », Synthèses Grandes cultures - Betterave n° 2011/140, mars 2011

Les dernières publications FranceAgriMer parues sur le thème sont :

- « Bulletin n° 496 », mai 2012
- « Le marché du sucre n° 17 », mars 2012

[Retour éditorial](#)

En 2012, marché délicat pour les fruits à pépins

La campagne de commercialisation 2011/2012 s'est inscrite sous le signe d'une récolte importante pour la pomme et la poire, et d'une poursuite de la reprise des exportations pour la pomme. La commercialisation des principaux fruits d'été a rencontré des difficultés d'écoulement, gênant le début de la campagne de la poire et de la pomme. Les cours de la poire ont débuté à des niveaux bas et s'y sont maintenus. Ceux de la pomme, bien qu'inférieurs à ceux de la campagne précédente, ont été tirés favorablement par les exportations et se sont redressés en fin de campagne.

Récolte importante et précoce en 2011

En 2011, malgré une diminution de la surface des vergers français de pommiers de 2 % par rapport à la moyenne des surfaces 2006-2010, la récolte dépasse la récolte moyenne de 5 %. La récolte des vergers français de poires est quasiment équivalente à la moyenne des récoltes 2006-2010, malgré une baisse sur la même période des surfaces de 10 %.

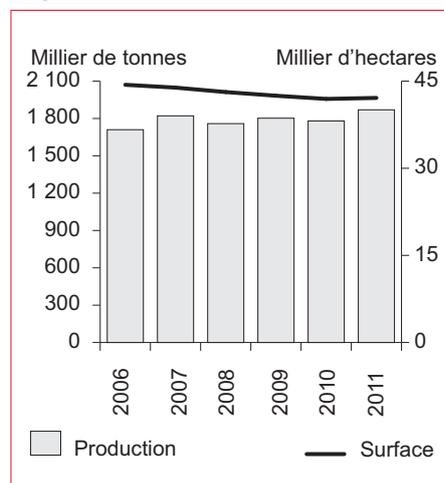
Les très bons rendements observés en 2011 s'expliquent par les conditions climatiques favorables encadrant la floraison ainsi que les précipitations bénéfiques survenues pendant l'été. Le printemps chaud et sec a finalement permis une avance de récolte d'environ deux semaines.

Au niveau européen, les dernières estimations de récolte disponibles à ce

jour sont celles de Prognosfruit en août 2011 qui prévoyaient en 2011 une récolte de pomme proche de la moyenne 2006-2010, après une année

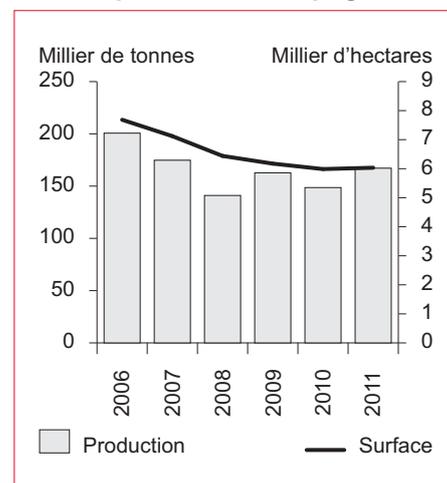
2010 très déficitaire et une récolte de poire en hausse de 3 % par rapport à la moyenne 2006-2010.

Récolte française de pomme importante en 2011



Source : Agreste

Production française de poire proche de la production moyenne des cinq dernières campagnes



Source : Agreste

La reprise des exportations de pomme se confirme en 2011

Après la chute des exportations françaises de pomme en 2008 et 2009, la reprise des ventes observée en 2010 se poursuit en s'amplifiant en 2011 (+ 8 %). Ce rebond permet de dépasser le niveau moyen des cinq dernières années (+ 7 %). La situation est contrastée entre les exportations à destination de l'Union européenne (- 7 % par rapport au niveau moyen 2006-2010) et celles à destination des pays tiers (+ 53 % par rapport au niveau moyen 2006-2010). La même configuration se présente pour la poire : les exportations à destination de l'UE reculent depuis la campagne précédente

de 10 % alors que celles vers les pays tiers sont stables sur un an.

Le marché européen semble encore concurrentiel, mais les introductions en France de pommes originaires de l'UE chutent fortement (- 33 %), malgré une production européenne proche de la moyenne. Les exportateurs français de pomme développent leurs parts de marché dans les pays tiers. L'importance des pays tiers dans les échanges de ce fruit avec la France progresse par rapport aux campagnes précédentes : près de 35 % des exportations leur ont été destinées, sur la période d'août 2011 à mars 2012, contre 30 % en 2010/2011 et 20 % avant 2009/2010.

Des cours historiquement bas pour la poire

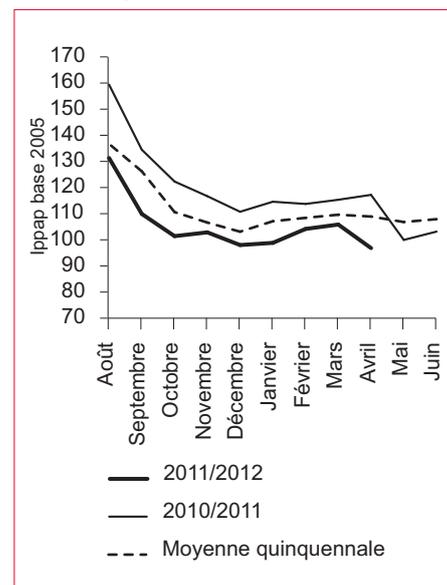
Les toutes premières pommes précoces de Provence sont récoltées fin juin 2011, en avance de deux semaines. En août, le « grand export » est plus dynamique que le marché intérieur. En septembre, la campagne de commercialisation bat son plein et la gamme commercialisée s'élargit. Les ventes ralentissent vers le marché européen dont la production est plus précoce cette année. Les débouchés se maintiennent toutefois pour l'industrie et le « grand export ». Les cours sont inférieurs de 13 % à la moyenne quinquennale, avec des disparités selon les variétés (- 18 % en Golden, contre - 4 % en Gala). En octobre et novembre, le marché est toujours tiré favorablement par les exportations, surtout au « grand export », et l'industrie, alors que le marché interne du frais est moins actif. Les cours ont tendance à s'améliorer en novembre, même s'ils restent inférieurs de 4 % à la moyenne quinquennale. Dès décembre, les sorties sont supérieures de 30 % à celles de décembre 2010, du fait notamment des exportations. En janvier 2012, le marché intérieur redémarre. Depuis février, les cours sont plus fermes du

Forte progression des exportations de pomme à destination des pays tiers

	Période Août 2011 - Mars 2012 (tonne)	Période n/ Période n - 1 (%)	Période n/ Période moyenne quinquennale (%)
Importations	67 597	- 30	- 23
dont UE	54 056	- 33	- 25
dont pays tiers	13 541	- 16	- 18
Exportations	592 882	+ 8	+ 7
dont UE	389 048	+ 1	- 7
dont pays tiers	203 834	+ 24	+ 53
Solde extérieur	525 285	+ 16	+ 13
dont UE	334 993	+ 10	- 4
dont pays tiers	190 292	+ 28	+ 63

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Campagne 2011/2012 : prix de la pomme au-dessous de la moyenne



Source : Agreste

Baisse des exportations de poire

	Période Juillet 2011 - Mars 2012 (tonne)	Période n/ Période n - 1 (%)	Période n/ Période moyenne quinquennale (%)
Importations	79 998	- 33	- 25
dont UE	70 415	- 31	- 21
dont pays tiers	9 583	- 42	- 44
Exportations	28 000	- 8	- 17
dont UE	23 146	- 10	- 17
dont pays tiers	4 854	0	- 16
Solde extérieur	- 51 999	- 41	- 29
dont UE	- 47 270	- 39	- 23
dont pays tiers	- 4 729	- 60	- 58

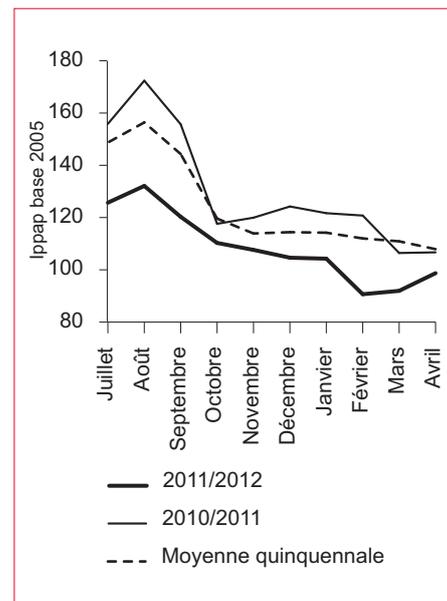
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

fait d'un allègement de l'offre sur le marché européen. Ils restent cependant légèrement inférieurs aux cours moyens des cinq dernières années en mars (- 3 %). En mars, les sorties de pomme sont inférieures à celles de 2011. Les stocks de pomme sont restés jusqu'à ce jour un peu supérieurs à ceux de l'an dernier, du fait notamment d'une récolte en hausse.

Pour la poire, la récolte 2011 débute avec de l'avance, dans un marché dominé par des fruits d'été, qui rencontrent eux-mêmes des difficultés d'écoulement. Le produit rentre rapidement en crise. En juillet, dès le début de la commercialisation, l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) est inférieur de 15 % à la moyenne quinquennale. En août, de nombreux lots sont destinés à l'industrie. La William's se met en place dans

un marché dégradé et peu porteur. En septembre, le marché à l'exportation connaît une concurrence élevée avec les Pays-Bas et la Belgique. Les ventes sur le marché interne sont peu dynamiques à cause d'un temps encore estival. L'Ippap est inférieur de 17 % à l'indice moyen quinquennal. En octobre, la concurrence avec les Pays-Bas moins forte, permet une amélioration des cours pour la variété Conférence, mais l'Ippap est toujours inférieur de 8 % à la moyenne sur cinq ans. Depuis novembre 2011, les cours sont peu soutenus. En mars 2012, ils sont inférieurs de 17 % à la moyenne sur cinq ans. Certains des derniers lots de Doyenne du Comice sont destinés à l'industrie. Les stocks de poires sont restés jusqu'à ce jour bien supérieurs à ceux de l'an dernier, du fait notamment d'une récolte en hausse.

Campagne 2011/2012 : prix de la poire très en dessous des historiques



Source : Agreste

Sources

- Enquête de Conjoncture Fruitière, Agreste, SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistique Agricole Annuelle, Agreste, SSP : données historiques de productions et surfaces
- Prognosfruit : prévisions de productions européennes
- DGDDI (Douanes) : données de commerce extérieur

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Stocks de pommes et poires : poursuite du déstockage », Infos rapides Stocks de pommes poires n° 8/10, mai 2012
- « Récolte 2011 prévue élevée et s'achevant par les variétés tardives », Infos rapides Fruits-Pomme n° 6/6, novembre 2011
- « Marché plus actif », Infos rapides Fruits-Poire n° 4/4, novembre 2011
- « 2011, les fruits d'été en crise », Synthèses Fruits n° 2011/162, octobre 2011
- « En 2010, reprise des cours pour les fruits à pépins » Synthèses Fruits n° 2011/149, juin 2011

[Retour éditorial](#)

Campagne culturale 2011/2012 : recul des livraisons d'engrais malgré des prix agricoles favorables

Après une progression marquée des livraisons d'engrais des années 60 aux années 80, les apports minéraux aux cultures ont marqué un arrêt sensible dès 1989. Les doses apportées par hectare ont été mieux maîtrisées, la mise en place des jachères au début des années 90 et l'arrêt de la progression des rendements ont également contribué à la baisse des apports globaux. Ainsi, depuis la fin des années 80, les livraisons d'azote sont relativement stables et celles de potasse et phosphate reculent nettement. Au-delà de ces tendances, les livraisons d'engrais subissent d'importants aléas conjoncturels. Ces aléas sont en lien avec les vicissitudes climatiques, mais aussi avec la volatilité du prix des céréales et du coût des engrais. Sur les huit premiers mois de la campagne 2011/2012, les livraisons d'azote se rétractent sensiblement, malgré des prix agricoles élevés : les engrais ont renchéri, affaiblissant le rapport « prix des cultures/coût des engrais ». Les agriculteurs disposeraient aussi de stocks non utilisés au cours de la campagne 2010/2011 marquée par la sécheresse.

L'intensification agricole de 1960 à 1980 s'appuie sur l'utilisation des engrais minéraux

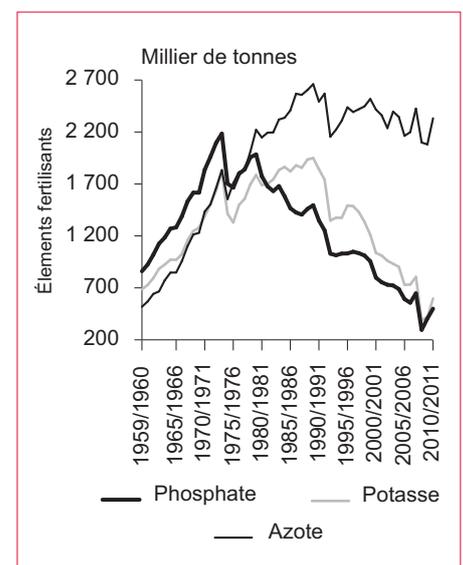
Après la mise en place de la Politique Agricole Commune (PAC) au début des années 60, les agriculteurs ont été encouragés à produire davantage ; l'un des objectifs de la Communauté européenne était d'atteindre l'autosuffisance agricole le plus rapidement possible. La superficie disponible en terres arables étant limitée, l'augmentation de la production est passée par l'accroissement des rendements avec le développement de modes de production de plus en plus intensifs.

Cette intensification s'est appuyée sur l'utilisation systématique d'engrais minéraux, et notamment d'azote qui

constitue le facteur de production le plus limitant. Les livraisons d'azote à l'agriculture sont ainsi passées de 518 000 tonnes d'éléments fertilisants en 1959-1960 à 2,2 millions de tonnes en 1980/1981. Globalement, les apports d'azote augmentent jusqu'à la fin des années 80 principalement sous l'effet de l'augmentation des doses, en partie liée à celle du rendement, et plus secondairement sous celui de l'évolution d'un assolement qui privilégie les cultures à fort besoin en azote, comme les céréales et les oléoprotéagineux (*Fertilisation azotée minérale : assa-gissement à la fin des années 82, Agreste cahiers n° 2, juin 2001*).

Toutefois, après une relative stabilité entre 1960 et 1974, le prix d'achat des engrais s'est sensiblement accru de

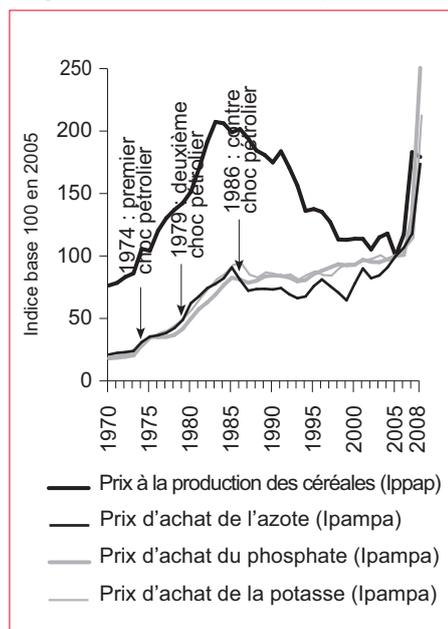
Intensification agricole des années 60 aux années 80



Source : Unifa

1974 à 1985 dans un contexte de flambée des cours du pétrole et des autres matières premières inhérent aux chocs pétroliers de 1974 et 1979. Il est ensuite, par un phénomène de rémanence, resté à un niveau élevé. Cette hausse des coûts de production a fortement impacté les livraisons d'engrais : ces dernières se sont considérablement contractées entre 1973/1974 et 1974/1975, soit - 15 % pour l'azote et - 22 % pour les phosphates et la potasse. Les tendances d'évolution se sont ensuite différenciées selon le type d'élément fertilisant : les livraisons d'azote et de potasse sont reparties à la hausse jusqu'en 1990, quoique moins rapidement qu'auparavant, tandis que les livraisons d'engrais phosphatés ont amorcé un repli. Le phosphate, sans impact immédiat sur les rendements comme l'azote, est mieux fixé dans le sol et peut être apporté plus occasionnellement, ce qui peut expliquer une élasticité-prix plus importante. Combiné avec la hausse du coût des engrais, le repli du prix à la production des céréales à partir de 1994 incite fortement à la réduction des utilisations d'engrais. Ce repli est consécutif des mesures de maîtrise de la production mis en place par la Communauté économique européenne afin de limiter les dépenses liées aux

Progression du prix d'achat des engrais suite aux chocs pétroliers



Sources : Insee, Agreste

interventions mises en œuvre sur un marché commun devenu excédentaire.

Modération dans les pratiques de fertilisation azotée à la fin des années 1980

Les livraisons d'azote à l'agriculture ont ainsi progressé jusqu'en 1987 sous l'effet de l'augmentation des doses liées à l'intensification agricole, et plus secondairement de la hausse des cultures à fort besoin en azote. Mais, à partir de 1987, cette tendance à la hausse se tasse et les livraisons d'azote se stabilisent en lien avec l'évolution de l'assolement, renforcé par une baisse des doses à partir de 1990. Ce retournement précède la réforme de la PAC de 1992, parfois évoquée comme point de rupture des pratiques de fertilisation. La diminution des apports globaux est amplifiée par la mise en place des jachères en 1993 ; cet « effet jachères » est toutefois progressivement atténué par la diminution du taux de gel, et par conséquent à un accroissement des surfaces cultivées fertilisées (*Fertilisation azotée minérale : assagissement à la fin des années 82, Agreste cahiers n° 2, juin 2001*).

Le rendement des grandes cultures joue un rôle important pour expliquer les utilisations d'engrais : les besoins

des cultures en fertilisation dépendent du rendement. Le rendement espéré par l'agriculteur conditionne donc les doses d'azote apportées aux cultures. Or, à la fin des années 80, les doses d'azote relatives sur le blé, c'est-à-dire la quantité d'azote par quintal de blé produit, baissent, conséquence de la stabilisation des doses par hectare alors que les rendements progressent encore.

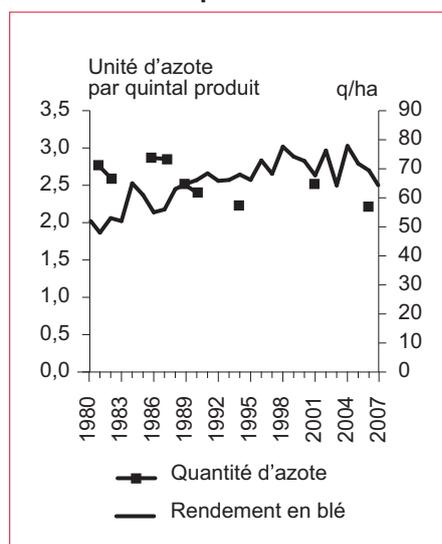
Cette modération dans l'utilisation des engrais résulte à la fois de la hausse des coûts des engrais consécutive aux chocs pétroliers, ainsi qu'à la baisse des prix des cultures. Il peut aussi résulter de la diffusion des méthodes de détermination du niveau de la fumure azotée et de fumure de fond, et de la prise de conscience des conséquences environnementales des excès de fertilisation sur l'eau.

1990-2012 : fluctuations conjoncturelles liées à la volatilité des prix agricoles et du coût des engrais

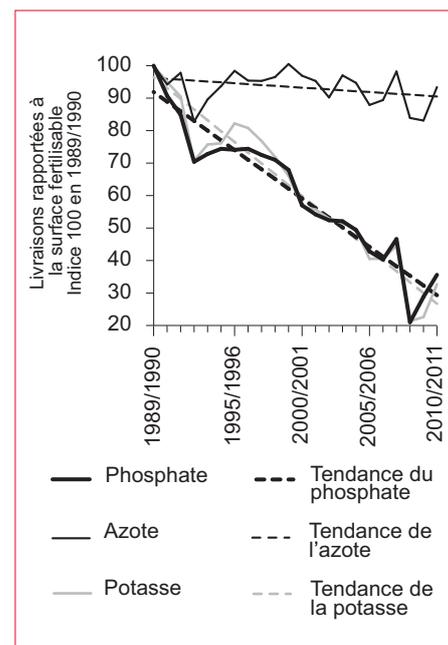
Depuis la fin des années 90, les livraisons d'azote par surface fertilisable sont ainsi relativement stables et celles de phosphates et potasse ont tendance à reculer, avec une baisse

Depuis la fin des années 80, les livraisons d'azote sont relativement stables

Réduction de la quantité d'azote par quintal produit à la fin des années 80 pour le blé



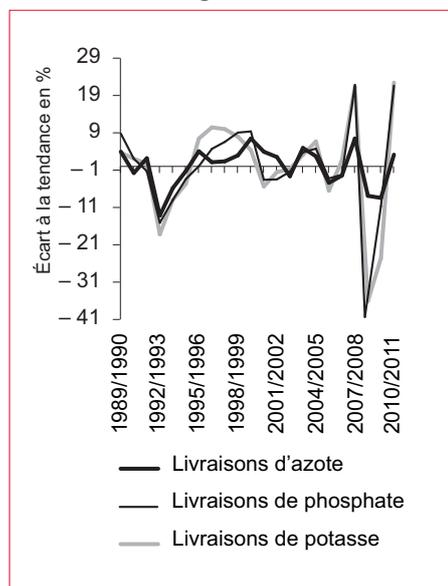
Sources : Agreste - Enquête Pratiques culturales et SAA



Sources : Unifa (livraisons par campagne), SSP (surface fertilisable)

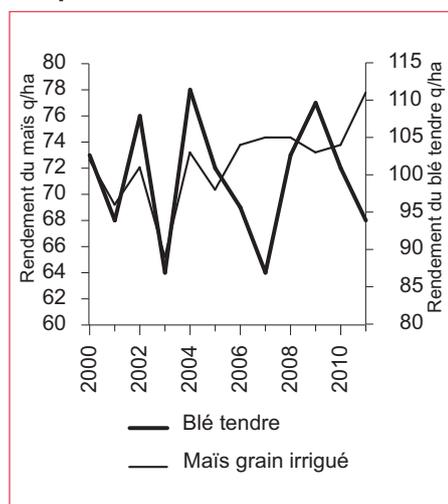
moyenne de 3,2 % par campagne pour le phosphate et de 3,5 % pour la potasse entre 1989/1990 et 2010/2011. Au delà de ces tendances, les livraisons d'engrais ont subi d'importants aléas conjoncturels depuis la campagne 1989/1990. Ces aléas sont en lien avec les fluctuations de rendement potentiel dues aux vicissitudes climatiques, mais aussi avec la volatilité du prix des céréales et du coût des engrais. Ces facteurs explicatifs, bien que communs aux trois types d'en-

Des fluctuations conjoncturelles relativement synchrones pour les livraisons d'engrais



Sources : Unifa (livraisons d'engrais), SAA (surface fertilisable)

Les inondations de 2001 et les sécheresses de 2003, 2007 et 2011 ont pénalisé les rendements



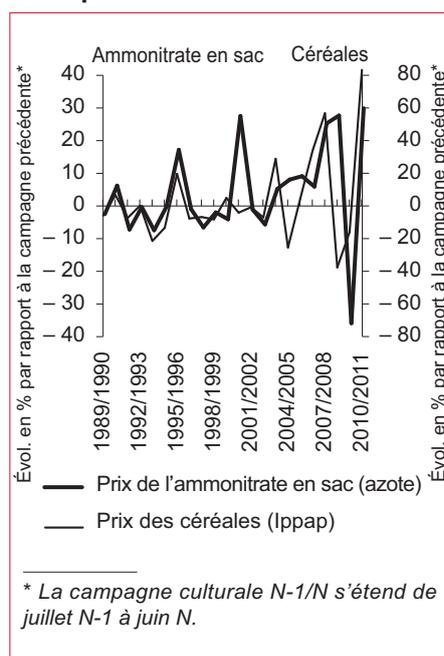
Source : Agreste - SAA

grais, affectent de manière plus sensible les phosphates et la potasse que l'azote.

Sur la campagne 1992/1993, les livraisons d'azote, de phosphates et potasse se sont contractées d'environ 15 %, en réaction à la réforme de la PAC. Les mesures de contingentement de la production sous la forme de la mise en jachère obligatoire de 15 % des surfaces en céréales, oléagineux et protéagineux et la forte baisse du prix d'intervention portent à l'incertitude et à la prudence. Les achats diminuent bien au-delà de la diminution des surfaces à fertiliser. Toutefois, on revient à la tendance assez vite : dès la campagne 1994/1995, les livraisons augmentent à nouveau de 4 % pour l'azote et de 5 % pour la potasse.

Les aléas climatiques peuvent impacter les livraisons d'engrais. Soit directement, en rendant difficile l'épandage, notamment sur céréales à paille où il est fractionné, soit parce qu'ils conduisent à diminuer les doses, le potentiel de rendement ayant été affecté. Les inondations du printemps 2001 ou la sécheresse printanière de 2003 sont en partie responsables du recul des livraisons d'engrais. De même, la sécheresse printanière de 2011 a pro-

Volatilité du prix d'achat de l'azote et du prix des céréales

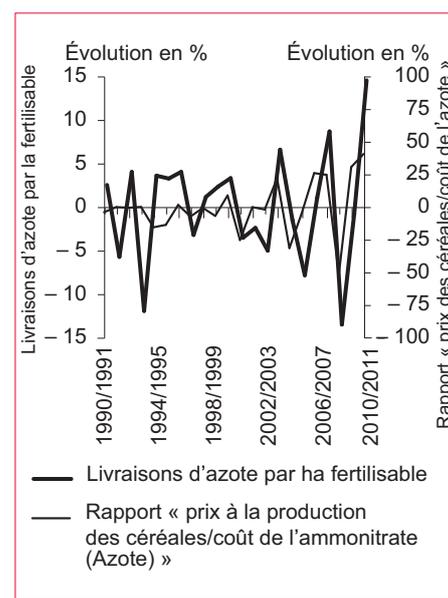


Source : Agreste

voqué le repli marqué des apports d'engrais aux cultures à partir de juin 2011.

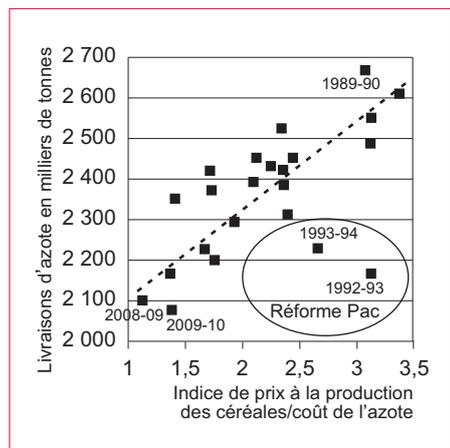
Par ailleurs, les livraisons d'engrais sont aussi affectées par la volatilité du coût des engrais et du prix des grandes cultures, dont l'amplitude est de plus en plus marquée depuis la campagne 2000/2001 : les fluctuations brutales du rapport « prix agricoles à la production/coût d'achat de l'azote » influencent celles des livraisons, à la hausse comme à la baisse. Plus précisément, les prix agricoles de la campagne culturale N-1/N, qui s'étend de juillet N-1 à juin N, conditionnent les livraisons d'engrais au cours de cette même campagne, bien que les cultures soient commercialisées en N/N+1. D'autre part, le coût des engrais est susceptible de s'envoler brutalement, comme en 2008, pouvant réduire fortement le revenu agricole en cas de baisse des prix agricoles. Le prix de l'azote est indirectement lié à celui du pétrole : les engrais azotés sont fabriqués à partir du gaz naturel. Le prix du gaz naturel suit le prix du pétrole, tout en pouvant diverger à court terme en raison de la spécificité de son marché. Le phosphate naturel et le sel de potassium, rares et inégalement distribués, représentent les ressources de base pour la production de phosphate et potasse.

Similitudes entre les évolutions des livraisons d'azote et celles du rapport « prix des céréales/coût de l'azote »



Sources : Unifa, Agreste - SAA et Insee

Plus le rapport « prix des céréales/coût de l'azote » est favorable, plus les livraisons d'azote sont importantes



Sources : Unifa (livraisons d'azote), Insee (Ippap) et Agreste (coût de l'azote)

Ainsi, sur la campagne 2000/2001, les livraisons d'azote par hectare fertilisable se sont contractées de 3,5 % : le prix de l'azote s'est accru de 28 %, en lien avec le cours du gaz naturel, tandis que celui des céréales est resté stable. À l'inverse, sur la campagne 2003/2004, les livraisons d'azote se sont accrues de 7 %, influencées par la flambée du prix des céréales suite à la sécheresse printanière. En 2007/2008, les livraisons progressent de 9 %, en lien avec la flambée du prix des céréales de 57 % et malgré la hausse du coût de l'azote de 25 %. En revanche, une chute des livraisons d'azote en 2008/2009 est provoquée par le contrecoup de la flambée se traduisant par le repli de 38 % du prix des céréales, tandis que le prix de l'azote poursuit son envolée.

En 2010/2011, dans un contexte de prix agricoles en hausse, les livraisons d'azote se redressent de 15 %, se rapprochant du niveau élevé de 2007/2008. Celles de phosphate et potasse se redressent aussi, mais restent significativement en repli en comparaison de 2007/2008 étant donné leur tendance baissière.

Les livraisons d'azote, moins sensibles à la volatilité du rapport « prix agricoles/coût des engrais » que celles de phosphate et potasse

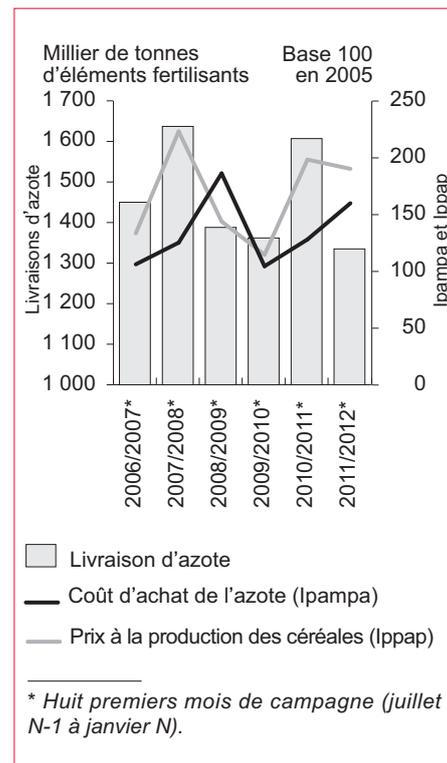
Les livraisons d'azote sont moins sensibles aux fluctuations conjoncturelles, l'azote étant un élément indispensable

à la production. L'élasticité des livraisons d'azote aux variations du rapport « prix agricoles/coût des engrais » est en effet plus modérée que celle du phosphate et de la potasse. Ainsi, en 2008/2009, une baisse de 1 % du rapport « prix céréales/coût des engrais » a provoqué la baisse de seulement 0,3 % des livraisons d'azote, contre 0,8 % pour les livraisons de potasse et de phosphate ; à l'inverse, en 2010/2011, une progression de 1 % du rapport « prix céréales/coût des engrais » a provoqué la hausse de 0,3 % des livraisons d'azote, contre + 0,4 % pour la potasse et le phosphate.

Malgré des prix agricoles hauts, les livraisons sont en repli sur la campagne 2011/2012

En cumul sur les premiers mois de la campagne 2011/2012, les livraisons d'engrais sont en recul, malgré des prix agricoles élevés : les engrais ont renchéri, affaiblissant le rapport « prix des cultures/coût des engrais ». Ce recul des livraisons serait aussi consécutif à la sécheresse printanière de 2011.

Recul des livraisons d'azote au cours des sept premiers mois de la campagne 2011/2012, malgré des prix agricoles favorables

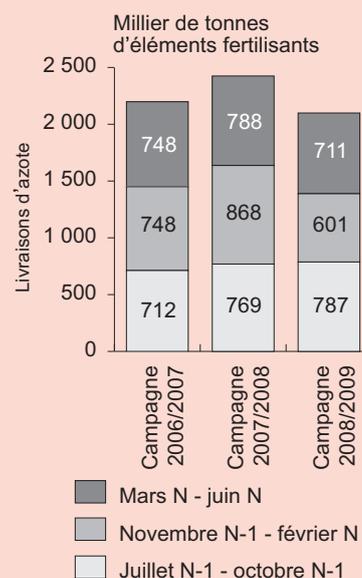


Sources : Unifa (livraisons d'azote), Agreste (coût de l'azote) et Insee (Ipampa et Ippap)

Stockage et phénomène d'anticipation

Lors de brusques variations du coût des engrais, les agriculteurs peuvent mettre à profit leurs capacités de stockage dans le but de minimiser leurs dépenses. Ainsi en 2007/2008, les agriculteurs ont accéléré leurs livraisons entre octobre 2007 et février 2008, lorsque le coût d'achat des engrais était en pleine progression. Ils ont ensuite limité les livraisons lors du pic des coûts en septembre 2008 et lors de la retombée jusqu'en mai 2009.

Accélération des livraisons d'azote entre octobre 2007 et février 2008



Source : Unifa

Sources et définitions

■ Ipampa

L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) permet de suivre l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans leur activité agricole. Son calcul est réalisé conjointement par le SSP et l'Insee. Il est alimenté par l'enquête sur l'observation des consommations intermédiaires nécessaires aux exploitations agricoles (EPCIA), réalisée par les services régionaux du SSP auprès des organismes vendeurs. L'indice actuel est en base 100 en 2005. Les exploitations agricoles sont classées, en fonction de leurs spécialisations, en orientations technico-économiques (Otex). L'Ipampa par Otex est établi par le SSP à partir des indices mensuels de l'Ipampa, auxquels sont appliquées des pondérations spécifiques aux Otex.

■ Livraisons d'engrais

L'Union des industries de la fertilisation, l'Unifa, fournit les livraisons mensuelles d'engrais entonnes d'éléments fertilisants. La campagne culturale des engrais azotés s'étend de juillet à juin, et celle des engrais phosphatés et potassiques de mai à avril.

■ Ippap

L'indice de prix des produits agricoles à la production (Ippap) mesure l'évolution des prix des produits vendus par les agriculteurs. Il est élaboré à partir de l'observation des prix du marché, en particulier dans les enquêtes et relevés réalisés par FranceAgriMer-RNM (Réseau des nouvelles des marchés) et le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Il est calculé par l'Insee et, pour les fruits et légumes, par le Service de la statistique et de la prospective. Depuis février 2009, les séries sont calculées et publiées en base 2005, après le rebaselement opéré par l'Insee.

■ Surface fertilisable

La surface fertilisable est égale à la surface agricole utilisée (SAU) à laquelle sont soustraites la surface toujours en herbe peu productives (STH peu productives) et la jachère agronomique totale.

Pour en savoir plus

Les dernières publications parues sur le thème sont :

- Les informations rapides « Moyens de production » : en chaque début de mois
- « Le marché des engrais minéraux : état des lieux, perspectives et pistes d'action », Agreste les Dossiers n° 8, juillet 2010
- « Chute des livraisons d'engrais en 2009 », Agreste synthèses n° 2009/94, novembre 2009
- « Livraisons d'engrais : reprise sur la campagne 2007-2008 », Agreste synthèses n° 2008-50, octobre 2008
- « L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique », L'agriculture, nouveaux défis - édition 2007
- « Fertilisation azotée minérale : assagissement à la fin des années 80 », Paul Casagrande et Catherine Chapelle, Agreste Cahiers n° 2, juin 2001
- « Un demi-siècle d'agriculture, plus de performances sur moins d'espace », Elisabeth Béraud, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, SSP, Insee première n° 466 - juin 1996

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviciculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2012

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr